

Peut-on encore parler de pays émergents ?

Deux décennies plus tard, la promesse des BRIC subsiste

Jim O'Neill

PHOTOGRAPHIE MISE GRACIEUSEMENT À NOTRE DISPOSITION PAR JIM O'NEILL



SANS LA COVID-19, la croissance du PIB ces dix dernières années aurait avoisiné 3,6 %, en très léger recul par rapport aux 3,7 % de la décennie 2000–09. Un résultat honorable compte tenu de tous les défis et contrastant avec le climat qui régnait avant la pandémie. En effet, chaque décennie a été marquée par une croissance économique plus soutenue que dans les années 80 et 90, d'environ 3,3 % à chaque fois. Des centaines de millions de personnes sont ainsi sorties de la pauvreté absolue, notamment grâce à la croissance miraculeuse des pays dits émergents, au premier rang desquels figuraient mes chers BRIC.

L'année 2021 marque le vingtième anniversaire de l'acronyme BRIC que j'ai forgé et qui synthétise le poids économique vraisemblablement croissant qu'acquerraient le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine et les répercussions qu'aurait cette ascension en termes de gouvernance planétaire. Alors que le monde se projette dans le reste de l'année 2021 et au-delà, que pouvons-nous attendre des pays émergents ?

Les BRIC revisités

Dans mon premier article, intitulé « The World Needs Better Economic BRICs » (Le monde a besoin de meilleurs BRIC), je plaçais avant tout pour une évolution du cadre de la gouvernance économique mondiale, sans forcément annoncer que ces pays connaîtraient une croissance économique irrésistible.

Par la suite, j'ai décrit ce à quoi le monde *pourrait* ressembler, dans l'hypothèse hautement improbable où les pays en question réaliseraient pleinement leur potentiel. Nous avons défini ce potentiel à l'aide de la méthodologie habituellement utilisée en macroéconomie, selon laquelle la croissance de l'économie réelle est fonction de deux variables : la taille de la population active d'un pays et la productivité de son économie. Compte tenu de la taille de leur population et donc de leur main-d'œuvre et de leur marge de rattrapage en termes de productivité, il était assez facile de montrer que les taux de croissance potentielle des BRIC étaient supérieurs à ceux de la plupart des pays avancés. Notre analyse n'était *pas* censée démontrer que chacun d'entre eux conserverait constamment un rythme de croissance égal à son potentiel. Une telle hypothèse n'est franchement pas réaliste et ce n'est pas le message que nous comptions envoyer.

Dans ce contexte, la deuxième décennie de ce siècle s'est singulièrement démarquée de la première, durant laquelle les quatre pays s'en étaient encore mieux sortis que dans les scénarios que j'avais présentés en 2001. Si l'Inde a considérablement déçu ces dernières années, sa trajectoire est globalement conforme à ce que nous envisagions. Pour le Brésil et la Russie, en revanche, les résultats économiques enregistrés entre 2010 et 2020 ont été très décevants, me conduisant parfois à plaisanter sur le fait que j'aurais peut-être dû parler des IC plutôt que des BRIC. Le Brésil et la Russie ont tous les deux souffert de la fameuse malédiction des ressources naturelles et de nombreux éléments montrent qu'ils sont bien trop tributaires du cycle mondial des ressources naturelles pour espérer un développement durable. Ces deux pays sont sensiblement différents, mais chacun doit diversifier son économie pour qu'elle dépende moins des ressources naturelles et renforcer le rôle du secteur privé.

Par contraste, le dynamisme continu de l'économie chinoise semble indiquer qu'elle réalise vraiment son potentiel. Le PIB chinois, supérieur à 14 000 milliards de dollars (en 2019) équivaut à plus de deux fois le PIB

cumulé des autres BRIC. La seule taille de la Chine signifie que le poids économique total des BRIC est désormais supérieur à celui de l'Union européenne et se rapproche de celui des États-Unis.

Retour vers le futur

Même si le taux de croissance du PIB réel chinois commencera à ralentir en 2021 en raison du défi démographique de plus en plus ardu que le pays doit relever, il n'en coiffera pas moins les États-Unis au poteau en devenant la première économie du monde. Pour que la croissance mondiale s'accélère, il faut que les pays bénéficiant de conditions démographiques favorables dopent leur productivité.

Il sera très difficile d'afficher un taux de croissance du PIB réel de 4 % à l'échelle mondiale et sans doute malaisé d'atteindre le chiffre de 3,7 % des deux dernières décennies. Quatre facteurs détermineront si nous obtiendrons la croissance dont nous avons besoin : la productivité dans les pays développés, le rythme de ralentissement de la croissance chinoise, la réussite de l'Inde et, autre facteur crucial, l'émergence éventuelle des autres pays densément peuplés. Des pays comme l'Indonésie, le Mexique, le Nigéria, le Viet Nam et d'autres peuvent-ils se rapprocher de leur croissance potentielle à long terme ? Le cas échéant, la croissance du PIB réel mondial pourrait avoir davantage de chances d'égaliser celle de la dernière décennie.

À l'évidence, la vigueur de la reprise juste après la crise de la COVID-19 dépend presque exclusivement de la mise au point et de la distribution des vaccins et de traitements pour éradiquer la pandémie. J'estime que les effets multiplicateurs des 20 à 30 milliards de dollars demandés aux bailleurs de fonds sont tels qu'il devrait s'agir tout simplement de la relance économique la plus importante qu'aucune génération ait eu la chance d'approuver, devant même les effets bénéfiques potentiels de 2008–09.

Le FMI doit s'employer activement à encourager cette relance et, en plus de l'accent mis récemment sur les changements climatiques, s'attaquer aux systèmes de santé en intégrant l'analyse des dépenses de santé dans son cadre de surveillance. L'harmonisation avec les ministres des Finances visant à soutenir le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) — une collaboration qui réunit les principales organisations mondiales du domaine de la santé — est déjà un début, mais il faut faire davantage.

Ayant conduit, à la demande du gouvernement britannique, un examen indépendant sur la résistance aux antimicrobiens (RAM), je sais qu'il existe d'autres menaces sanitaires équivalentes à la COVID-19. La RAM pourrait tuer pas moins de 10 millions de personnes par an d'ici 2050, entraînant un coût d'opportunité économique totalisant 100 000 milliards de dollars. Pour certains observateurs, ces chiffres sont difficiles à croire, mais

la pandémie nous a montré que ce scénario était malheureusement une réalité. Tenter de renforcer les liens entre l'économie, la finance et la santé devrait être au centre de notre réflexion sur les nouveaux enjeux.

Des choix plus audacieux et plus judicieux

Dans le sillage de la COVID-19, les pays émergents, en particulier les plus grands, doivent adopter des politiques budgétaires pertinentes, faisant de l'investissement public une priorité. Il faut redéfinir la base qui nous sert à évaluer le cadre économique réel et les conditions de la politique budgétaire. Plus précisément, il est temps de vraiment distinguer les dépenses destinées aux investissements publics et les dépenses de consommation ; les premières peuvent avoir des effets multiplicateurs positifs et, sur un plan comptable, ne devraient pas être traitées comme les dépenses publiques de consommation. L'adaptation aux changements climatiques et aux futures menaces sanitaires exige de tels investissements. Pour réaliser leur potentiel de croissance, les pays émergents doivent consentir ces investissements, qui sont sans aucun doute plus importants pour leur croissance économique que les conditions de financement.

Des politiques budgétaires plus judicieuses devront presque nécessairement s'appuyer sur des systèmes financiers nationaux plus solides, ce qui est compliqué dans un contexte de dépendance persistante vis-à-vis d'un système monétaire basé sur le dollar. Malgré la baisse relativement régulière et constante mais toujours lente du poids de l'économie américaine dans le monde, le système monétaire fondé sur le dollar reste globalement aussi dominant qu'en 1982, quand j'ai débuté dans la finance. Cela signifie que le monde doit composer avec les fluctuations cycliques provoquée par la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed), ses conséquences pour les États-Unis et les conditions de financement mondiales qui en résultent. Quand la Fed durcit peu ou prou sa politique, les conditions de financement se resserrent pour les pays émergents, souvent de manière chaotique. Quand elle l'assouplit, c'est l'inverse.

Il est possible de mettre fin à ce cycle et, un jour, ce changement se produira. Le système monétaire doit se transformer pour mieux refléter les évolutions de la dynamique mondiale ; sans cela, les pays émergents ne pourront que difficilement atteindre leur potentiel de croissance, même si les difficultés qu'ils rencontreront avec d'autres enjeux nationaux comme les systèmes de santé et d'éducation seront peut-être encore plus grandes.

Nombre de pays émergents doivent faire des choix à la fois plus audacieux et plus judicieux dans ces domaines, et le FMI sera naturellement là pour les y aider. 

JIM O'NEILL est le président de Chatham House et l'ancien président de Goldman Sachs Assets Management.